



Union des Comores

**Pays: Union des Comores**

**Project Document**

<b>Project Title :</b>	Appui aux sinistrés des inondations d'avril 2012
<b>UNDAF Outcome(s):</b>	"D'ici à 2012, l'intégrité des écosystèmes est préservée et les éco services qu'ils procurent sont valorisés au bénéfice de la population et la vulnérabilité aux aléas naturels et climatiques est significativement réduite"
<b>Expected CP Outcome(s): (Those linked to the project and extracted from the CP)</b>	Les capacités de prévention et de gestion des risques de conflits et de catastrophes naturelles sont durablement renforcées aux niveaux national et local.
<b>Expected Output(s): (Those that will result from the project)</b>	Capacités accrues des institutions locales dans leur mission de gestion des risques des catastrophes naturelles

#### **Description succincte**

Le présent projet vise à appuyer l'Union des Comores dans la réponse à la situation d'urgence causée par les pluies torrentielles ayant provoqué des inondations et des glissements de terrain sur l'ensemble du territoire national. Le projet devra répondre aux besoins des populations affectées en termes d'hébergement et d'articles non alimentaires et appuyer la Direction Générale de la Sécurité Civile dans la coordination des activités d'urgence aux niveaux des trois îles. Le projet s'assurera qu'un plan de relèvement précoce soit élaboré.

Dans cette perspective, le présent projet poursuit trois objectifs spécifiques :

- Renforcer les capacités de coordination à la réponse à l'urgence ainsi que le relèvement précoce
- Mettre en œuvre le plan de réponse aux populations sinistrées
- Développer un plan de relèvement précoce

Le projet aura une durée de 12 mois et sera exécuté suivant la modalité d'exécution nationale (NEX).

I. PAGE DE SIGNATURE



Pays : UNION DES COMORES

**Effet UNDAF N°4 :** Les capacités de prévention et de gestion des risques de conflits et de catastrophes naturelles sont durablement renforcées aux niveaux national et local.

**Indicateurs :** Le pays dispose des capacités requises pour prévenir et atténuer les risques de catastrophes

**Effet CPD N°4 :** Les tendances actuelles à la dégradation de l'environnement et à la déperdition des ressources naturelles ainsi que des facteurs de risque et de vulnérabilité aux aléas naturels et climatiques sont significativement réduits

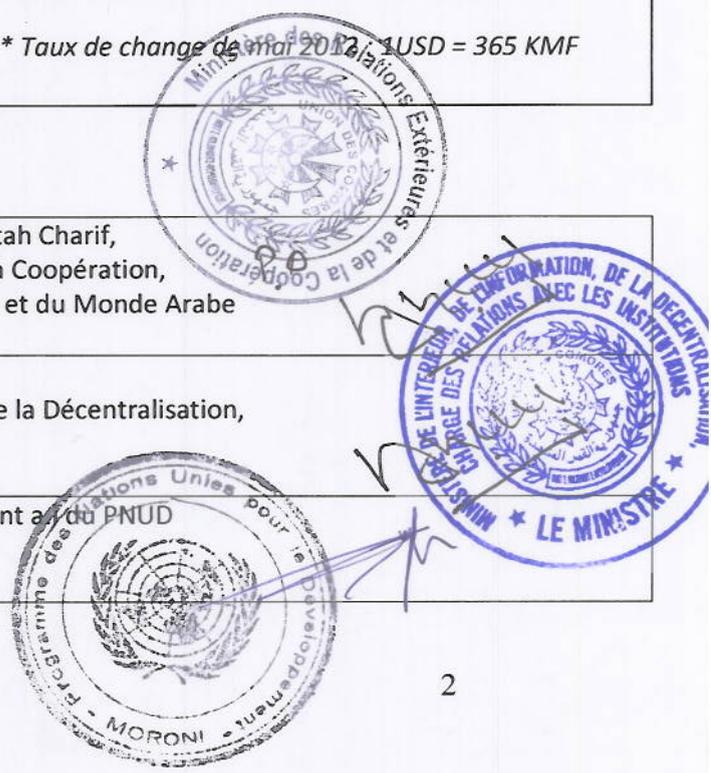
Indicateur(s) :

Parties responsables :

<b>Période du programme :</b> 2008-2012
<b>Composante du programme :</b> Prévention des crises et redressement
<b>Titre du projet :</b> Appui aux sinistrés des inondations d'avril 2012
<b>Numéro du projet :</b> 00082816
<b>Durée du projet :</b> du 14 mai 2012 au 14 mai 2013
<b>Modalité de gestion :</b> NEX

<b>Budget total :</b>	334,743 USD*
<b>Ressources allouées :</b>	
<b>PNUD/BCPR:</b>	100,000 USD
<b>CERF:</b>	134,743 USD
<b>AusAID:</b>	100,000 USD
* Taux de change de mai 2012: 1USD = 365 KMF	

<b>Approuvé par (Gouvernement)</b>	Monsieur Mohamed BAKRI Ben Abdoufatah Charif, Ministre des Relations Extérieures, et de la Coopération, Chargé de la Diaspora, de la Francophonie et du Monde Arabe
<b>Approuvé par (Partenaire Exécutif)</b>	Monsieur Hamada ABDALLAH, Ministre de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation, Chargé des Relations avec les Institutions
<b>Approuvé par (UNDP)</b>	Monsieur Josep PIHI, Représentant Résident adjoint du PNUD



## **II. ANALYSE DE LA SITUATION**

Depuis le 20 avril 2012, des pluies diluviennes et torrentielles s'abattent de manière discontinue sur l'ensemble du territoire comorien, causant des dégâts matériels énormes et le décès de trois personnes, dont deux femmes et un enfant. Beaucoup d'infrastructures électriques et de communication, routes, ponts et maisons ont été détruites. Les résultats préliminaires font état de 57.232 habitants affectés depuis le 25 avril 2012, soit 8% de la population, dont 25.000 à Anjouan (Sima et Domoni), 17,232 en Grande Comores (Hambou et Bambao) et 15.000, à Mohéli (Nioumachioi et Hoani). A cela, s'ajoutent les 80,000 personnes de l'agglomération de Moroni affectées par le manque d'eau potable du fait de l'endommagement du réseau de distribution de l'eau. Cette situation a entraîné également le déplacement des familles affectées vers d'autres localités. On compte également à ce jour, un peu plus de 1800 familles, dont 14.000 personnes, déplacées. Toutes les localités du sud de la Grande Comores étaient complètement coupées de la capitale, étant donné que tous les ponts reliant ces zones ont été détruits par les inondations, créant déjà des pénuries alimentaires et énergétiques.

Aux Comores, une partie de la population utilise des latrines traditionnelles sans un système d'évacuation approprié. Les inondations ont ainsi provoqué un mélange de déjections humaines, d'eau et de boue qui ont souillé les villages et les maisons atteignant 8cm de hauteur. Les secteurs les plus touchés par cette situation sont l'hébergement, les articles de première nécessité, l'eau, l'assainissement, la santé/nutrition et l'éducation.

## **III. STRATEGIE/CADRE DE RESULTATS ET RESSOURCES**

Le soutien du PNUD est fondé sur l'appel d'urgence lancé par le gouvernement Comorien face à la situation humanitaire que traverse le pays. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme de Pays 2008-2012 qui considère comme un de ses résultats attendus le développement des capacités de gestion des conflits et de risques de catastrophes naturelles. De même, la problématique de réduction des risques des catastrophes constitue un axe majeur du plan cadre d'assistance des Nations Unies pour la période 2008-2012. Cette préoccupation s'est traduite au travers Effet 4 de l'UNDAF : « Les capacités requises pour la réduction et la réponse aux risques des catastrophes naturelles et climatiques sont renforcées »

La démarche adoptée s'inscrit, dans une perspective de synergie positive avec les activités des autres secteurs notamment eau/assainissement. Des partenariats seront développés avec les ONGS sur place notamment l' Croissant Rouge Comorien pour la distribution des articles.

Le projet fera aussi appel, autant que possible, aux compétences et talents locaux et régionaux, ainsi que ceux du système, dans la réalisation des produits et résultats attendus. L'approche adoptée intégrera des actions visant à améliorer la capacité des partenaires nationaux et à favoriser le processus d'appropriation nationale, en harmonie avec la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

## **IV. ARRANGEMENTS DE GESTION ET DE COORDINATION**

L'ancrage institutionnel de ce projet est situé à la Direction Générale de la Sécurité Civile auquel revient la responsabilité d'agent gouvernemental d'exécution. Le projet sera exécuté suivant la modalité NEX (exécution nationale). Le déboursement des fonds est garanti par la flexibilité de la modalité d'exécution choisie dans le cadre de l'approche harmonisée pour le transfert d'espèces aux partenaires nationaux d'exécution (HACT). Par ailleurs, la gestion et le suivi au quotidien des activités et résultats escomptés seront assurés par la Direction Générale de la Sécurité Civile qui devra dès le démarrage du projet désigner un assistant administratif et financier.

## V. SUIVI ET EVALUATION

La Direction Générale de la Sécurité Civile sera chargée, avec l'appui du bureau du PNUD, d'assurer la mise en œuvre du plan de suivi-évaluation ci- dessous présenté.

**Tableau 1. Résumé du plan de gestion- suivi-évaluation**

Activités de gestion	But	Contenu	Fréquence
Plan de mise en œuvre	Élaborer un plan d'activités et de ressources pendant la durée du projet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revue des paramètres du projet</li> <li>✓ Plan de gestion détaillé</li> <li>✓ Cadre de partenariat inter agences de réalisation</li> <li>✓ Appréciation des conditions critiques</li> <li>✓ Liste des indicateurs qui serviront à la mesure de l'atteinte des résultats</li> <li>✓ Budget prévisionnel révisé</li> <li>✓ Termes de référence de l'expertise du projet</li> </ul>	Au début du projet.
Journal des risques	Fournir une archive d'information sur les risques, leur analyse, les contre-mesures et leur statut	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Brève description du risque</li> <li>✓ Type de risque</li> <li>✓ Commentaires (sur impact, probabilité, proximité et contre-mesure(s))</li> <li>✓ Qui est désigné pour surveiller le risque</li> <li>✓ Qui a signalé le risque</li> <li>✓ Date de la dernière mise à jour</li> <li>✓ État actuel</li> </ul>	Toujours quand un risque se présente.
Journal des problèmes	Saisir et suivre la situation de tous les problèmes du projet dès leur apparition.	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Brève description du problème</li> <li>✓ Type de problème de projet (une demande de changement, un problème général tel qu'une question, une déclaration ou une préoccupation)</li> <li>✓ Qui a signalé le problème</li> <li>✓ Date de la dernière mise à jour</li> <li>✓ État actuel</li> </ul>	Toujours quand un problème se présente
Rapports trimestriels	Faire le bilan des activités trimestrielles	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Sommaire des activités.</li> <li>✓ Rapports financiers.</li> </ul>	Trimestriel
Rapport annuel	Faire état de l'avancement du projet au Comité de pilotage et ajuster le plan de mise en œuvre et le budget.	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Plan de mise en œuvre mis à jour</li> <li>✓ Budget global révisé</li> <li>✓ État d'avancement du projet</li> </ul>	À la fin de l'année
Rapport final	Faire état de la livraison des extrants et de l'atteinte des résultats au terme du projet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Sommaire des activités.</li> <li>✓ Durabilité des effets</li> <li>✓ Pérennité des institutions et cadres opérationnels mis en place</li> <li>✓ Leçons à tirer du projet</li> </ul>	À la fin du projet

Activités de gestion	But	Contenu	Fréquence
Rapports techniques	Rendre compte des missions des experts ponctuels	✓ Détails et résultats de la mission, calendrier et budget	À la fin de chaque mission

## VI. CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

**Résultat projeté ainsi qu'il est défini au niveau du CPD/CPAP 2008-2012:** Les capacités de prévention et de gestion des risques de conflits et de catastrophes naturelles sont durablement renforcées aux niveaux national et local.

**Indicateur des résultats tel qu'il est défini au niveau du CPD/CPAP 2008-2012 :** Le pays dispose des capacités requises pour prévenir et atténuer les risques de catastrophes.

**Domaine de soutien stratégique applicable au Plan Stratégique 2008-2011: Domaine d'intervention C : Prévention des crises et redressement**  
 Domaine de résultats C1: Les capacités de prévention et de gestion des risques de conflits et de catastrophes naturelles sont durablement renforcées

**Titre et numéro du projet:** *Appui aux sinistrés des inondations d'avril 2012/00082816*

Resultats escomptés	Produits	Activités indicatives	Contributions	Source USD	Montant
1. Renforcement des capacités de coordination de la réponse à l'urgence ainsi que du relèvement précoce	1.1 : les populations sinistrées disposent d'articles de premières nécessités	Fournir aux populations affectées les besoins de premières nécessités (480 matelas, 480 draps, 72 marmites, 960 assiettes et 240 lanternes)	Transport Equipements Frais de déplacement Voyage inter îles	CERF TRAC1.3	75,000 13,000
		Assurer le suivi et la coordination des activités de réponse des différents secteurs	Communication Voyage inter îles	CERF	8,498
	1.2. Les villages inondés de boue sont nettoyés et désinfectés	Enlever la boue à Vouvouni et à Boeni	-Location camions, tractopelle et chargeur - Frais de déplacement	CERF CERF	41,430 1,000
	1.3. les populations sinistrées ont accès à l'eau potable	Procéder à l'assainissement et à la désinfection de 79 citernes	Equipements de nettoyage Produits de nettoyage Déplacement Formations des agents 20 m <sup>3</sup> Eau par citerne	TRAC1.3	4,000 10,000 4,000 1,000
1.4. La coordination		Approvisionner en eau potable 158 citernes Appuyer la DGSC pour un	AusAID	20,000	
			Fourniture	TRAC1.3	20,000

	nationale des activités de réponse est assurée	engagement effectif dans les opérations sur le terrain	Equipements Communication Transport Voyage	
	1.5. Appuyer le bureau du Coordinateur Résident pour la mise en œuvre d plan de réponse	Elaborer les rapports de situation Coordonner la mise en œuvre des activités de réponse des agences du SNU	-Chargé communication SNU -Conseiller planification stratégique -Gestion	48,000 70,000 8,815
<b>Sous total 1</b>				<b>324,743</b>
2. Développer un plan de relèvement précoce et mobiliser les ressources nécessaires pour sa mise en œuvre	2.1. Un plan de relèvement précoce est disponible	Réaliser des évaluations approfondies dans le domaine du relèvement précoce	Voyage Réunions sectorielles	5,000
		Elaborer le plan du relèvement précoce	Voyage	5,000
<b>Sous total 2</b>				<b>10,000</b>
<b>Total général</b>				<b>334,743</b>

## VII. GESTION DES RISQUES

Description	Type	Conséquences	Impact Probabilty	Management Response
Instabilité politique	Politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Paralysie des activités et perturbation de l'administration</li> <li>- Discontinuité des activités opérationnelles du projet</li> </ul>	I =4 High P= 2 low	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre des mesures pour la récupération et la sécurisation des équipements de projets au bureau.</li> <li>- Rapatrier l'équipe de gestion du projet au niveau du bureau pour leur permettre de réaliser les activités minimum</li> <li>- Prévoir une clause dans le contrat de mise en congé technique du personnel</li> </ul>
Méconnaissance des règles et procédures du PNUD par les autorités	Organisa-tionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retard dans l'exécution des activités du projet</li> <li>-Mauvaise utilisation des biens du projet</li> <li>-Relations tendue entre le PNUD et les autorités</li> <li>- Susceptibilité à la corruption</li> </ul>	I =4 High P= 4 High	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former/informer les parties prenantes de la contre partie nationale sur les règles et procédures du PNUD</li> <li>- Etablir des mécanismes de suivi spécifiques pour certains aspects de contrôle et d'utilisation des biens du projet dans le cadre de la gestion</li> </ul>

## VIII. ARRANGEMENTS DE GESTION

Le projet sera exécuté selon la modalité d'exécution nationale (NEX). Il sera exécuté par le Centre des Operations de Secours et de la Protection Civile(COSEP) qui est sous tutelle du ministère chargé de la Défense. Sa mise en œuvre technique sera assurée par le COSEP, selon les procédures du PNUD relatives à l'exécution nationale des projets. Le COSEP demeurera imputable envers le PNUD pour la production des produits convenus ainsi que pour la gestion financière, incluant la rentabilité (coûts-efficacité) des activités du projet. Le PNUD apportera un soutien technique et administratif général et fera le suivi de la mise en œuvre du projet en conformité avec ses règles et procédures.

Les résultats de la Macro-évaluation du COSEP, menée dans le cadre de l'approche harmonisée des transferts de fonds aux partenaires d'exécution (HACT), a montré que le COSEP présente un risque élevé pour le transfert direct des fonds et a recommandé le renforcement des capacités institutionnelles, systémiques et individuelles du COSEP.

## Rôles et responsabilités des parties impliquées dans la gestion du projet

Le Partenaire de mise en œuvre du projet sera le COSEP.

Un Coordinateur/trice national du projet sera désigné par Le Directeur National du projet et sera basé au bureau du COSEP, pour coordonner la fourniture des inputs par les différents services du partenaire de mise en œuvre et qui sont indispensables à la réalisation des livrables/activités du projet. De ce fait, il aura surtout pour mission de s'assurer que ces inputs sont fournis à bonne date et selon une qualité suffisante pour l'exécution du projet. Il est le certificateur du budget.

Le rôle d'Assurance projet est assuré par le bureau national du PNUD, avec le soutien technique de BCPR. Ce rôle assure une surveillance et un suivi indépendant du projet. Il doit donc être indépendant du Directeur National du Projet.

Le Directeur National et le Coordonnateur du projet assurent conjointement la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau de l'union que des îles et sont coresponsables de la qualité des résultats et impacts concrets du projet. Ils sont redevables de l'utilisation efficiente et efficace des ressources ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des règles et procédures du PNUD. Ils sont assistés respectivement par un Responsable Administratif et Financier qui est la responsabilité de veiller à l'observance des procédures administratives et financières applicables. En tant que tels, toutes les demandes de paiement directes adressées au Représentant Résident du PNUD doivent revêtir leurs deux signatures.

## XI. SUIVI ET ÉVALUATION

L'exécution du projet sera suivie et évaluée par le PNUD Comores sur la base des extraits du plan de suivi et évaluation tels que ci-dessous décrits :

Produit	But	Contenu	Périodicité
<b>Plan de mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Élaborer un plan d'activités et de ressources pour la durée du projet.</li><li>- Ajuster la stratégie d'intervention établie dans la proposition.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Revue des paramètres du projet. Plan de gestion détaillé.</li><li>• Termes de références des différents experts à recruter.</li><li>• Liste des indicateurs qui serviront à la mesure de l'atteinte des résultats.</li><li>• Budget prévisionnel révisé.</li></ul>	Au démarrage du projet,
<b>Journal des risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Fournir une archive d'information sur les risques, leur analyse, les contre-mesures et leur statut</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Brève description du risque</li><li>• Type de risque</li><li>• Commentaires (sur impact, probabilité, proximité et contre-mesure(s))</li></ul>	Toujours quand un risque se présente

Produit	But	Contenu	Périodicité
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qui est désigné pour surveiller le risque</li> <li>• Qui a signalé le risque</li> <li>• Date de la dernière mise à jour</li> <li>• État actuel</li> </ul>	
<b>Journal des problèmes</b>	Saisir et suivre la situation de tous les problèmes du projet dès leur apparition.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Brève description du problème</li> <li>• Type de problème de projet (une demande de changement, un problème général tel qu'une question, une déclaration ou une préoccupation)</li> <li>• Qui a signalé le problème</li> <li>• Date de la dernière mise à jour</li> <li>• État actuel</li> </ul>	Toujours quand un problème se présente
<b>Rapport à mis parcours</b>	Faire le bilan des activités sur la base du plan de travail annuel.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sommaire des activités.</li> <li>• Progrès réalisé</li> <li>• Leçons tirées.</li> <li>• Rapports financiers.</li> </ul>	15 mois après le démarrage des activités
<b>Rapport de fin de projet</b>	Faire état de la livraison des produits et de l'atteinte des résultats au terme du projet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sommaire des activités.</li> <li>• Durabilité des effets.</li> <li>• Pérennité des acquis.</li> <li>• Leçons à tirer du projet.</li> </ul>	2 mois avant la fin du projet

## X. CONTEXTE JURIDIQUE

L'administration et la gestion globales du projet seront régies par les procédures et règles du PNUD tels que définies dans le Manuel de Programmation, ainsi que la politique définie par le Conseil d'administration dont Le programme de pays 2008-2012, soumis et approuvé par le Conseil d'administration du PNUD en janvier 2008. Le texte complet du cadre peut être trouvé à l'adresse [www.km.undp.org](http://www.km.undp.org)

## ANNEXES

### Services fournis par le PNUD

#### Phase 1 : Développement du projet

- Préparation de la fiche de projet et soumission au BCPR
- Support à l'élaboration du document de projet

#### Phase 2 : Préparation du projet

- Convocation du Comité local d'examen/approbation (CLEP)
- Intégration des commentaires ressortis
- Elaboration du rapport du CLEP

- Suivre le processus d'approbation de la part du Gouvernement (signature du document de projet)

### Phase 3 : Mise en œuvre

#### ✚ Suivi

#### ✚ Recrutement de consultants (nationaux et internationaux)

- Rechercher les candidats convenables
- Assister dans la préparation des TdR
- Assurer que les procédures de recrutement sont suivies
- Convoquer des comités de sélection
- Préparer les contrats des consultants internationaux

#### ✚ Equipements

- Rédiger les spécifications
- Identifier les fournisseurs de biens et services
- Approuver les spécifications
- Assister dans l'évaluation des contrats
- Emettre les contrats
- Autoriser le paiement

#### ✚ Gestion financière

- Effectuer les paiements directs
- Vérification des dépenses
- Préparer les révisions budgétaires
- Clôture financière du projet

#### ✚ Audit

- Elaboration des Termes de Référence des audits
- Publication de l'appel à candidature pour la sélection des bureaux d'audit
- Suivre la réalisation des audits annuels des projets NEX
- Recevoir et commenter les rapports d'audit
- Elaborer un plan de mise en œuvre des recommandations des audits